

Soutien total à la population et aux personnels de Mayotte !

Montreuil, le 16 décembre 2024

Samedi 14 décembre, l'archipel de Mayotte a été dévasté par le cyclone Chido, d'une violence extrême, exceptionnelle, jamais vue depuis près d'un siècle.

Tandis que des images de désolation circulent dans la presse, les élus locaux font état de dégâts impressionnants. Ainsi, le président de l'association des maires de Mayotte déclarait le soir même du désastre : « Avec tous ces bidonvilles à Mayotte, tout a été rasé du côté de Mamoudzou et même les toitures en tôle des bâtiments administratifs sont parties. ». Le centre hospitalier a été inondé et manque du matériel et des médicaments nécessaires pour soigner les blessés qui affluent par centaines. La plus grande partie de la population n'a plus accès à l'eau, à l'électricité et se trouve livrée à elle-même.

Le Préfet et le ministère de l'Intérieur ont d'ores et déjà déclaré s'attendre à un bilan humain dramatique de « certainement plusieurs centaines de morts » à « quelques milliers ». À cette heure, nous sommes sans nouvelles de plusieurs collègues.

Pour la FNEC FP-FO, l'ampleur de la catastrophe qui vient de frapper le 101^e département, le plus pauvre de France avec 77 % des 320 000 habitants vivant sous le seuil de pauvreté, et un tiers d'entre eux habitant des bidonvilles, est pour une large part la conséquence de la « faillite généralisée des administrations publiques, notamment de l'État », révélées par un rapport rédigé en janvier 2022 par l'inspection générale de six ministères (Intérieur, Justice, Affaires sociales, Finances, Éducation nationale et Affaires étrangères) et rendu public par Médiapart en mars 2023.

Avant même que le cyclone ne ravage l'archipel, l'école publique, comme l'hôpital, y était confrontée à une situation de crise et de pénurie permanentes, exposant l'ensemble des personnels, et des élèves, à des conditions d'exercice et d'accès à l'enseignement extrêmement dégradées. Tous constatent que du fait du manque de classes (le déficit s'élèverait à 1 200 classes), les écoles et établissements scolaires sont saturés. Plus de la moitié des élèves sont concernés par un système d'enseignement en rotation et ne disposent que de deux jours d'enseignement par semaine, tandis que plusieurs milliers ne sont pas scolarisés.

Depuis des mois, les personnels alertent les autorités sur cette situation de pénurie pouvant mettre en cause leur sécurité et celle des élèves. La FNEC FP-FO (dont des représentants nationaux qui étaient sur place il y a un mois) a sollicité à plusieurs reprises une audience auprès de la Préfecture, sans obtenir de réponse. À la veille de la catastrophe, les équipes éducatives (enseignants, vie scolaire, personnels de direction...) n'ont pu que constater l'état d'impréparation dans lequel l'État les avait laissés, alors qu'il était demandé de transformer les établissements en centres d'hébergement pour abriter la population.

Dans une telle situation, la FNEC FP-FO tient à exprimer son soutien total à la population et aux personnels de l'Éducation nationale et de l'ensemble des services publics de Mayotte s'efforçant de remplir leurs missions au mieux dans des conditions chaotiques.

Pour la FNEC FP-FO, cette situation prouve, s'il le fallait encore, que l'urgence n'est pas de réduire et encore moins de détruire les services publics au nom de l'austérité budgétaire et de l'économie de guerre, mais au contraire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour protéger et répondre aux besoins vitaux de la population. Face à la catastrophe, l'État devra répondre de son incurie !